

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
{ Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
 { Par porteur ou par la poste.
 { Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
 { Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

- 30 juin — Loi modifiant le décret du 21 avril 1939 ayant pour objet de garantir aux hommes rappelés sous les drapeaux la reprise de leur contrat de travail 255

1944

- 18 août — Ordonnance garantissant aux démobilisés la reprise de leur contrat de travail 254
- 26 août — Ordonnance sur l'organisation de la presse française 257

1945

- 21 février — Décret No 45-278 étendant au Togo l'ordonnance du 18 août 1944 qui, validant les actes dits « loi du 11 octobre 1940 » et « loi du 30 juin 1941 » relatifs à la garantie de la reprise du contrat de travail aux hommes rappelés sous les drapeaux et à l'obligation d'emploi des démobilisés, étend le bénéfice de cette législation à toutes les personnes internées, arrêtées, condamnées ou congédiées en raison de leur activité politique en faveur de la France Combattante ou de ses alliés. (Arrêté de promulgation No 218 Cab. du 28 avril 1945). 254
- 12 avril — Décret étendant au Togo et au Cameroun les dispositions de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française. (Arrêté de promulgation No 235 Cab. du 14 mai 1945) 256

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

- 29 mars — No 952 AP. — Arrêté général fixant le mode de désignation des représentants des associations patriotiques appelés à faire partie du comité local prévu à l'article 6 du décret du 19 février 1945 259
- 31 mars — No 983 SE. — Arrêté général fixant le prix FOB des conserves de poisson à l'huile destinées à l'exportation à leur sortie des ports d'A.O.F. 259
- 16 avril — No 1.145 F. — Arrêté général plaçant sous séquestre les biens de M. Sermizoni Paolo. 260
- 27 avril — No 1294 SE. — Arrêté général modifiant l'arrêté du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix. 261
- 28 avril — No 1305 SE. — Arrêté général modifiant et complétant l'arrêté No 990 SE. du 1^{er} avril 1944 relatif au régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique 261

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

- 22 mars — No 159 ENR. — Arrêté portant modification des droits de timbre et de passeport 262
- 6 avril — No 182 APA. — Arrêté portant désignation de trois membres de la chambre de commerce du Togo. 263
- 28 avril — No 216 AE. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de maïs 264
- 30 avril — No 220 AE/3 — Arrêté portant réglementation de la vente des tissus drill blanc et kaki 264

1 ^{er} mai	— No 222 D. — Arrêté créant à Palimé une brigade mobile des douanes	264
5 mai	— No 231 A.E. — Arrêté réorganisant le service local du contrôle des prix et stocks	265
Personnel		265
Divers		268

COMMUNE-MIXTE DE LOMÉ

1944		
15 décembre	— No 6 — Décision municipale portant dénomination de rues	270

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis d'examen (Services financiers de l'A.O.F.)	270
Avis	270
Nécrologie	270

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Emploi des démobilisés

ARRETE No 218 CAB. du 28 avril 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 29 avril 1939 étendant aux territoires africains sous mandat français du Togo et du Cameroun, les dispositions du décret du 21 avril 1939 ayant pour objet de garantir aux hommes rappelés sous les drapeaux la reprise de leur contrat de travail, promulgué au Togo le 8 juin 1939;

Vu l'acte dit « loi du 11 octobre 1940 » rendant applicable aux Territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies l'acte dit « loi du 13 septembre 1940 » relatif à l'obligation d'emploi des démobilisés, promulgué au Togo le 22 novembre 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret No 45-278 du 21 février 1945 étendant au Togo l'ordonnance du 18 août 1944 qui, validant les actes dits « loi du 11 octobre 1940 » et « loi du 30 juin 1941 » relatifs à la garantie de la reprise du contrat de travail aux hommes rappelés sous les drapeaux et à l'obligation d'emploi des démobilisés, étend le bénéfice de cette législation à toutes les personnes internées, arrêtées, condamnées ou congédiées en raison de leur activité politique en faveur de la France Combattante ou de ses alliés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 avril 1945.

J. NOUTARY.

DECRET No 45-278 du 21 février 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 18 août 1944 étendant en Afrique Occidentale française, à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane le champ d'application des lois et décrets garantissant aux démobilisés la reprise de leur contrat de travail;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 18 août 1944 étendant en Afrique occidentale française, à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane le champ d'application des lois et décrets garantissant aux démobilisés la reprise de leur contrat de travail, est déclarée applicable au Togo.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 février 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
P. GIACOBBI.

ORDONNANCE du 18 août 1944.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du commissaire aux colonies, du commissaire à la justice et du commissaire aux affaires sociales;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont validés :

1^o — En Afrique occidentale française et aux Antilles, l'acte de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, dit « loi du 11 octobre 1940 » relatif à l'obligation d'emploi des démobilisés;

2^o — En Afrique occidentale française et en Guyane, l'acte de l'autorité de fait dit « loi du 30 juin 1941 » complétant le précédent.

ART. 2. — En Afrique occidentale française, aux Antilles et à la Guyane, le bénéfice des dispositions du décret-loi du 21 avril 1939 et de la loi validée du 11 octobre 1940, complétée par la loi validée du 30 juin 1941, est étendu à toutes les personnes internées, arrêtées, condamnées ou congédiées en raison de leur activité politique en faveur de la France combattante ou de ses alliés.

ART. 3. — En cas de contestation sur le motif de congédiement, la procédure prévue à l'article 23 du livre 1^{er} du code du travail modifié par la loi du 19 juillet 1928 est applicable.

ART. 4. — Le délai de trois mois, prévu à l'article 7 du décret du 21 avril 1939, modifié par la loi validée du 30 juin 1941 pour la présentation des demandes de réintégration, court pour les personnes visées à l'article 2 ci-dessus présentes à la colonie, du jour de la promulgation à la colonie de la présente ordonnance.

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 18 août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires sociales,
A. TIXIER.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

LOI du 30 juin 1941.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, 4 et 7 du décret du 21 avril 1939 ayant pour objet de garantir aux hommes rappelés sous les drapeaux la reprise de leur contrat de travail sont modifiés comme suit :

« Art. 1^{er}. — En dehors des cas prévus par l'article 25 du livre 1^{er} du code du travail, les employeurs devront garantir à chacun des membres de leur personnel ayant un contrat de louage de services, qui aura été appelé sous les drapeaux en raison, soit d'un ordre d'appel, soit du rappel de sa classe, soit de la mobilisation générale, soit de l'appel de sa classe au cours de la mobilisation, ou qui aura contracté, à titre militaire ou civil, un engagement volontaire pour la durée de la guerre, la reprise de l'emploi qu'il occupait avant d'être appelé, à la condition que cette reprise soit possible.

« Art. 4. — Substituer *in fine*, au membre de phrase : « il en sera tenu compte aux intéressés qui auraient pu en bénéficier pendant leur absence », les mots : « Les intéressés seront considérés comme ayant fait partie de l'entreprise pendant toute la durée de leur présence sous les drapeaux ».

Art. 7. — Les dispositions du présent décret sont applicables quelle que soit la durée des services antérieurs à l'appel sous les drapeaux et qui ont été suspendus de ce fait.

« Pour être valable, la demande de réintégration devra être notifiée à l'employeur dans le délai de trois mois qui suivra la libération de l'intéressé, sa mise en congé de captivité, le terme de son hospitalisation ou de sa convalescence, ou la date de reprise de la marche normale de l'établissement.

« La preuve que la demande de réintégration a été présentée dans le délai imparti pourra être faite par tous les moyens et, notamment, par la production du récépissé constatant l'envoi d'une lettre recommandée.

« Dans le cas où l'intéressé serait, par suite des circonstances de force majeure, dans l'impossibilité matérielle soit de rejoindre le lieu de travail, soit de correspondre avec son employeur, ce délai ne commencera à courir que du lendemain du jour où cette impossibilité aura pris fin. Il sera suspendu si cette impossibilité se présentait à nouveau.

« Le bénéfice des dispositions relatives au délai ci-dessus visé s'applique rétroactivement à tous les démobilisés sans que l'employeur puisse invoquer la forclusion résultant de l'écoulement du délai de quinze jours précédemment imparti.

« L'employeur sera tenu, dans le mois qui suivra la demande de réintégration, de signifier à l'intéressé soit la reprise de son contrat de travail, soit le motif pour lequel cette reprise n'aura pas été effectuée.

« Lorsque la reprise des hommes rentrés dans leurs foyers ne pourra s'effectuer que successivement, leur réintégration devra se faire d'après leur spécialité, et dans chaque spécialité, d'après le rang d'ancienneté dans l'établissement, en donnant, parmi les plus anciens, la préférence à ceux qui sont les plus chargés de famille ».

ART. 2. — Les articles 2, 3, 5, 6 de la loi du 13 septembre 1940 relative à l'obligation d'emploi des démobilisés sont modifiés comme suit :

« Art. 2. — En vue de permettre l'embauchage des démobilisés et assimilés visés par le décret du 21 avril 1939 qui, par suite d'impossibilité ne pourraient reprendre leur emploi antérieur, les employeurs des professions industrielles, commerciales ou libérales, les offices ministériels, les syndicats professionnels, sociétés ou associations de quelque nature que ce soit, qui occupent régulièrement plus de dix salariés de l'un ou de l'autre sexe, âgés de plus de dix-huit ans, sont tenus d'employer, au prorata de leur personnel total, une proportion de démobilisés qui sera fixée dans les conditions prévues à l'article 6.

« Seront considérés comme démobilisés en ce qui concerne la détermination des catégories de personnel rentrant dans le pourcentage fixé les jeunes gens qui, appelés avant la guerre pour effectuer leur service militaire obligatoire, auront été maintenus sous les drapeaux postérieurement à la date normale de leur libération.

« Dans le cas où le pourcentage fixé ne pourrait être atteint sans que l'employeur soit dans la nécessité de procéder à des licenciements, ceux-ci pourront, dans la limite où ils seraient strictement indispensables, être autorisés par l'inspecteur du travail.

« Les licenciements ne pourront s'effectuer que dans l'ordre inverse de l'ancienneté dans l'établissement, sauf dans le cas où les nécessités de la production imposeraient des dérogations à cette règle. Pour la détermination de l'ordre d'ancienneté, une majoration d'un an par enfant à charge au sens de la légis-

lation sur les allocations familiales sera accordée aux chefs de famille.

« Les licenciements ne pourront porter sur les travailleurs des catégories suivantes : titulaires de la carte d'ancien combattant ou rentrant dans les catégories visées à l'article 2 de la loi du 26 avril 1924 relative à l'emploi obligatoire des mutilés; pères de trois enfants à charge ou veuves avec deux enfants à charge au sens de la législation sur les allocations familiales; bénéficiaires du décret du 21 avril 1939.

« Les travailleurs qui seraient licenciés bénéficieraient d'un droit de priorité pour le réembauchage dans les conditions prévues par la loi du 27 décembre 1940 en ce qui concerne les travailleurs licenciés pour suppression d'emploi ou réduction d'activité de l'établissement.

« Les employeurs agricoles ou forestiers qui occupent régulièrement plus de quinze salariés sont soumis aux mêmes obligations que les employeurs ci-dessus visés.

« Art. 3. — Tout employeur qui n'aura pas occupé le nombre de démobilisés prescrit par l'article 2 est assujéti au profit du Trésor public à une redevance de 10 francs par jour et par démobilisé manquant. Il est passible, en outre, par démobilisé manquant, d'une amende de 5 à 15 francs et, en cas de récidive, de 50 à 100 francs sans que les circonstances atténuantes puissent être appliquées.

« La redevance n'est pas due et l'amende n'est pas applicable dans le cas où l'employeur aura, dans les conditions déterminées par le décret prévu à l'article 6, demandé à l'office du travail des démobilisés sans avoir pu les obtenir.

« Art. 5. — L'exécution des prescriptions du présent décret est assurée par les inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire dans les établissements autres que les exploitations agricoles et forestières où cette exécution sera assurée dans les conditions qui seront fixées par le décret prévu à l'article 6.

« Art. 6. — Un décret contresigné par le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, et le secrétaire d'Etat au travail déterminera les modalités d'application du présent décret, notamment la procédure de fixation du pourcentage prévu à l'article 2 et les conditions dans lesquelles seront établis les documents nécessaires au recouvrement des redevances prévues à l'article 3.

« Ce décret déterminera également la procédure de présentation aux employeurs par les offices du travail de démobilisés, la préférence à égalité d'aptitudes professionnelles et de charges de famille devant être donnée à ceux qui ont été prisonniers de guerre ».

ART. 3. — Les articles 7 et 8 de la loi du 13 septembre 1940 sont abrogés.

ART. 4. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi d'Etat.

CODE DU TRAVAIL

LIVRE PREMIER

EXTRAIT de l'article 23 (modifié par la loi du 19 juillet 1928) :

« Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'application des paragraphes précédents, lorsqu'elles seront portées devant les Tribunaux civils et devant les Cours d'appel, seront instruites comme affaires sommaires et jugées d'urgence ».

Presse

ARRETE No 235 CAB. du 14 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse au Togo, promulgué au Togo le 31 janvier 1923;

Vu le décret du 17 août 1944 rendant applicables au Togo les ordonnances du 6 mai 1944 relatives au régime de la presse en temps de guerre et à la répression des délits de presse, promulgué au Togo le 6 janvier 1945;

Vu la lettre-avion No 93 AP/1 du 23 avril 1945 du Haut-Commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 12 avril 1945 étendant au Togo et au Cameroun les dispositions de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 mai 1945.

J. NOUTARY.

DECRET du 12 avril 1945.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale; ensemble les ordonnances des 3 juillet et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 29 décembre 1922 relatif au régime de la presse au Togo;

Vu le décret du 27 octobre 1923 relatif au régime de la presse au Cameroun;

Vu le décret du 17 août 1944 rendant applicables au Togo les ordonnances du 6 mai 1944 relatives au régime de la presse en temps de guerre et à la répression des délits de presse;

Vu le décret du 17 août 1944 rendant applicables au Cameroun les ordonnances du 6 mai 1944 relatives au régime de la presse en temps de guerre et à la répression des délits de presse;

Vu l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française est déclarée applicable au Togo et au Cameroun.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel* de la République Française ainsi qu'aux *journaux officiels* du Togo et du Cameroun et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 avril 1945.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,

P. GIACOBBI.

ORDONNANCE du 26 août 1944.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du commissaire à l'information;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifiée par l'ordonnance du 6 mai 1944 sur le « régime de la presse en temps de guerre » et l'ordonnance du 6 mai 1944 sur la « répression des délits de presse »;

Vu l'avis émis à sa séance du 1^{er} avril 1944 par l'Assemblée consultative provisoire;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sous quelque forme quelle soit exploitée, toute publication périodique doit :

- 1^o — faire connaître au public les noms et qualités de ceux qui en ont la direction de droit ou de fait.
- 2^o — comporter un comité technique tel qu'il est prévu à l'article 16 de la présente ordonnance.

ART. 2. — On entendra par « publication » au sens de la présente ordonnance, tous journaux, magazines, cahiers ou feuilles d'information n'ayant pas un caractère strictement scientifique, artistique, technique ou professionnel et paraissant à intervalles réguliers et à raison d'une fois par mois au moins.

ART. 3. — Tous propriétaires, associés, actionnaires, commanditaires, bailleurs de fonds ou autres participants à la vie financière d'une publication, doivent être de nationalité française, sous réserve de l'article 19 ci-après.

ART. 4. — Toute personne convaincue d'avoir prêté son nom au propriétaire, au co-propriétaire ou au commanditaire d'une publication, de toute manière et no-

tamment par la souscription d'une action ou d'une part dans une entreprise de publication sera punie de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende dont le minimum sera de 10.000 francs et le maximum une somme égale à cinquante fois le montant de la souscription, de l'acquisition ou de la commandite dissimulée.

Les mêmes peines seront appliquées à celui au profit duquel l'opération de « prête-nom » sera intervenue.

Au cas où l'opération de « prête-nom » aura été faite par une société ou association, la responsabilité pénale prévue par le présent article s'étendra au président du conseil d'administration ou au gérant suivant le type de société ou d'association.

ART. 5. — Chaque numéro de publication doit, en tête et sous son titre, porter les noms du directeur de la publication et des co-propriétaires s'il y en a. Si l'entreprise est constituée sous forme de société, il sera fait mention, dans les mêmes conditions, des noms des membres du conseil d'administration pour les sociétés et pour les associations des noms des associés ou mandataires responsables.

Pour chacun, le nom sera suivi de la mention de la profession et de la nationalité de l'intéressé.

En cas de société, tous les trois mois, un numéro de la publication indiquera la liste complète de ses propriétaires avec leurs adresses et qualités. Au cas où la publication appartient à plus de 100 associés, cette liste ne comportera que les noms des 100 associés ayant les plus gros intérêts dans l'entreprise, l'indication des autres associés sera fournie chaque trimestre au commissariat à l'information, où elle pourra être consultée par le public sur simple demande.

Aux mêmes intervalles un numéro de la publication indiquera la liste complète des rédacteurs fixes ou occasionnels.

En cas d'infraction à l'une des dispositions ci-dessus le directeur de la publication sera puni d'une peine de 6 jours à 6 mois d'emprisonnement et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs ou de l'une ou l'autre de ces deux peines.

ART. 6. — Dans le cas de société par actions, les actions devront être nominatives. Leur transfert devra être agréé par le conseil d'administration de la société. Aucune part de fondateur ne pourra être créée.

ART. 7. — Lorsque la majorité du capital de l'entreprise publiant un quotidien ou un hebdomadaire appartient à une même personne, celle-ci sera obligatoirement directeur de la publication. Au cas contraire le directeur de la publication sera obligatoirement le président du conseil d'administration, l'un des gérants ou le président de l'association, suivant le type de société ou d'association qui entreprend la publication.

Dans ce cas la responsabilité pécuniaire du conseil d'administration ou de gérance est étendue à tous les membres du conseil d'administration ou à tous les gérants, au prorata de la part de chacun des membres dans l'entreprise.

ART. 8. — Le directeur de la publication peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un directeur-délégué. Cette délégation doit être approuvée, suivant le cas, par les co-propriétaires, par les autres associés ou par le conseil de la société ou autre organe directeur de société.

Les responsabilités pénales et civiles afférentes à la fonction de directeur restent à la charge du directeur même si celui-ci délègue tout ou partie de ses fonctions à un directeur-délégué.

ART. 9. — Dans le cas d'un hebdomadaire dont le nombre d'exemplaires tirés excède 50.000 ou d'un quotidien dont le nombre d'exemplaires tirés excède 10.000 nul ne peut exercer les fonctions de directeur ou de directeur-délégué accessoirement à une autre fonction soit commerciale, soit industrielle, qui constitue la source principale de ses revenus et bénéfices. La même personne ne peut être directeur ou directeur-délégué de plus d'un quotidien.

ART. 10. — Les auteurs qui utilisent un pseudonyme sont tenus d'indiquer, par écrit, avant insertion de leurs articles, leur véritable nom au directeur de la publication.

En cas de poursuites contre l'auteur d'un article non signé ou signé d'un pseudonyme le directeur est relevé du secret professionnel à la demande du Procureur de la République saisi d'une plainte, auquel il devra fournir la véritable identité de l'auteur, faute de quoi il sera poursuivi en lieu et place de l'auteur.

ART. 11. — Chaque numéro de publication doit contenir la justification de son tirage.

Le tirage sera vérifié périodiquement par un délégué du commissaire à l'information.

ART. 12. — Chaque publication doit arrêter pour une période de six mois un tarif de sa publicité isolée et, s'il y a lieu, un tarif de sa publicité couplée avec une ou plusieurs publications et communiquer ce tarif à toute personne intéressée. L'annonceur a liberté d'user du tarif de son choix. Il est interdit de pratiquer un tarif différent de celui qui est arrêté pour une période de six mois. Tout article de publicité rédactionnelle doit être précédé de l'indication « publicité ».

ART. 13. — Le fait, pour le propriétaire d'un journal, pour le directeur d'une publication ou l'un de ses collaborateurs de recevoir directement ou indirectement des fonds ou avantages d'un gouvernement étranger, à l'exception des fonds destinés au paiement de publicité conforme à l'article 12, est puni d'une peine de 1 à 5 ans d'emprisonnement et d'une amende de 10.000 à 100.000 francs ou de l'une ou l'autre de ces deux peines, qui sera prononcée contre l'auteur, le co-auteur, le complice d'une pareille transaction.

ART. 14. — Le fait pour le propriétaire d'un journal, pour le directeur d'une publication ou l'un de ses collaborateurs de recevoir ou de se faire promettre une somme d'argent ou tout autre avantage aux fins de travestir en information de la publicité financière, est puni d'une peine de trois mois à deux ans d'em-

prisonnement et d'une amende de 1.000 à 300.000 frs. ou de l'une de ces deux peines.

Celui qui a reçu ou s'est fait promettre cette somme ou cet avantage et celui qui l'a consenti en sont punis comme auteurs principaux.

ART. 15. — Dans tous les textes sur la presse, le mot « gérant » doit être remplacé par « directeur de la publication ».

ART. 16. — Il est institué dans toute entreprise de publication occupant plus de 15 salariés, un comité technique qui sera composé du directeur de la publication et de deux délégués du personnel de l'entreprise.

Si l'entreprise possède une imprimerie, le comité technique se complète d'un délégué du personnel de l'imprimerie et d'un cinquième membre désigné par le directeur de la publication. Les délégués qui appartiennent à l'entreprise seront désignés sur des listes établies par les organisations syndicales les plus représentatives.

ART. 17. — Le comité technique, sur son initiative ou à la demande du conseil d'administration, est chargé de fournir toute étude concernant la marche matérielle de l'entreprise, au courant de laquelle il sera tenu par le directeur de la publication.

Il formulera ses avis qui seront consignés sur un procès-verbal et transmis au conseil d'administration ou à la gérance. Le comité technique n'a aucun pouvoir en matière politique ou rédactionnelle.

ART. 18. — Il sera pourvu, par des décrets portant règlement d'administration publique pris sur proposition du commissaire à l'information :

1^{re} — aux conditions de vérifications permanentes de la comptabilité de chaque publication ;

2^{de} — aux conditions de remise du compte d'exploitation qui devra être présenté au commissaire à l'information chaque semestre pour chaque publication ;

3^{de} — aux conditions de vérifications du tirage des publications et de la publicité de leurs résultats.

Le compte d'exploitation et le bilan de la publication seront publiés annuellement dans les colonnes de la publication.

ART. 19. — Les publications paraissant dans les territoires libérés, relevant du Gouvernement provisoire de la République française, publiées par des étrangers ou des sociétés étrangères, sont assujetties aux prescriptions de la présente ordonnance, exception faite de l'article 3 et sous réserve que lesdites personnes et sociétés relèvent de pays où les français et sociétés françaises jouissent de ces mêmes droits.

ART. 20. — Les infractions aux articles 1^{er}, 3, 6, 7, 9, 11, 12, 16, 19, seront punies d'une amende de 100 à 100.000 francs et d'un emprisonnement de 6.

jours à 6 mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les infractions à l'ensemble des dispositions de la présente ordonnance donneront lieu, outre les sanctions prévues, à des sanctions d'ordre professionnel.

Ces sanctions seront définies dans l'ordonnance instituant l'association nationale de presse.

Jusqu'à promulgation de cette ordonnance la suspension définitive ou temporaire des publications contrevenantes pourra être prononcée comme peine principale ou accessoire par le tribunal correctionnel sur l'action du procureur de la République.

ART.-21. — La présente ordonnance est applicable à l'Algérie et aux colonies. Elle sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Alger, le 26 août 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le commissaire à l'information,
H. BONNET.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

Le commissaire à l'intérieur,
Emmanuel d'ASTIER.

Le commissaire à la justice,
François de MENTHON.

Le commissaire aux affaires étrangères p.i.,
CATROUX.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Indignité nationale

Chambre civique

ARRETE N° 952 AP. du 29 mars 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 19 février 1945, portant application en Afrique occidentale française et au Togo de l'ordonnance du 21 août 1944 sur l'organisation des pouvoirs publics en France après la libération (promulgué par arrêté du 1er mars 1945);

Vu l'arrêté du 21 mars 1945, fixant le mode de désignation des représentants des Associations patriotiques appelés à établir la liste des jurés de la Chambre Civique;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Pour l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 19 février 1945 susvisé, les deux représentants des Associations patriotiques appelés à établir la liste des jurés de la Chambre Civique instituée par le décret du 2 mars 1945 sur l'indignité nationale, font partie du Comité local prévu au dernier paragraphe de cet article 6.

Dakar, le 29 mars 1945.

P. Cournarie.

Poissons

ARRETE N° 983 SE. du 31 mars 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes ultérieurs le modifiant;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies;

Vu l'arrêté n° 1680 SE. du 3 mai 1943, modifiant l'article 2 de l'acte susvisé du 14 mars 1942;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944, attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix issue de l'acte dit « loi du 14 mars 1942 », précédemment validée par l'ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu les arrêtés généraux réglementant les conditions de fabrication et d'exportation du poisson préparé et notamment les arrêtés n° 2727 SE. du 1er août 1941, n° 4047 SE. du 17 novembre 1941;

Vu l'arrêté n° 592 SE. du 22 février 1945, fixant les règles de conditionnement des conserves de poissons en boîtes métalliques hermétiques et stérilisées;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs FOB port d'embarquement des conserves de poissons à l'huile en boîtes métalliques hermétiques et stérilisées, et destinées à l'exportation hors des territoires de l'Afrique occidentale française, sont fixées ainsi qu'il suit, à la caisse bois de 100 boîtes.

A. — *Filets de sardinelles et autres petits poissons, sans peau, sans arêtes, à l'huile et aux aromates*
(boîtes rectangulaires).

FORMAT	QUALITÉS		
	Premier choix	Standard	Deuxième choix
1/16 26.	849 »	820 »	792 »
1/4 club 25.	985 »	951 »	919 »
1/4 club 30.	1.132 »	1.094 »	1.055 »
1/4 30.	1.447 »	1.397 »	1.349 »
1/4 40.	1.941 »	1.875 »	1.811 »
1/2 basse 30.	1.919 »	1.853 »	1.790 »
1/2 haute 40.	2.594 »	2.505 »	2.419 »

B. — Sardinelles et autres petits poissons étetés, queue ébarbée, avec peau et arêtes, à l'huile et aux aromates (boîtes rectangulaires).

FORMAT	QUALITÉS		
	Premier choix	Standard	Deuxième choix
1/16 26.	596 »	574 »	551 »
1/4 club 25.	691 »	665 »	639 »
1/4 club 30.	794 »	764 »	734 »
1/4 30.	1.014 »	975 »	937 »
1/4 40.	1.362 »	1.310 »	1.259 »
1/2 basse 30.	1.346 »	1.295 »	1.245 »
1/2 haute 40.	1.819 »	1.750 »	1.681 »

C. — Sardinelles et autres poissons étetés, queue ébarbée, avec peau et arêtes présentés entiers ou en darnes, à l'huile et aux aromates (boîtes rondes)

FORMAT	QUALITÉS		
	Premier choix	Standard	Deuxième choix
1/6 thon huile.	765 »	738 »	711 »
1/4 thon huile.	841 »	811 »	782 »
1/3 thon naturel.	1.084 »	1.046 »	1.008 »
1/3 thon huile.	1.258 »	1.214 »	1.169 »
1/2 haute légumes. et			
1/2 thon huile.	1.980 »	1.910 »	1.840 »

D. — Thons ou autres gros poissons voisins, en tranches, à l'huile et aux aromates (boîtes rondes)

FORMAT	QUALITÉS		
	Premier choix	Standard	Deuxième choix
1/6 thon huile.	1.191 »	1.127 »	1.062 »
1/4 thon huile.	1.310 »	1.239 »	1.168 »
1/3 thon naturel.	1.645 »	1.596 »	1.505 »
1/3 thon huile.	1.961 »	1.855 »	1.748 »
1/2 thon huile.	3.088 »	2.920 »	2.753 »

E. — Filets de thons ou autres gros poissons voisins, à l'huile et aux aromates (boîtes rondes).

FORMAT	QUALITÉS		
	Premier choix	Standard	Deuxième choix
1/6 thon huile.	1.127 »	1.073 »	1.020 »
1/4 thon huile.	1.239 »	1.180 »	1.121 »
1/3 thon naturel.	1.597 »	1.521 »	1.445 »
1/3 thon huile.	1.855 »	1.761 »	1.678 »
1/2 thon huile.	2.920 »	2.781 »	2.651 »

F. — Parpelettes de thons ou autres gros poissons voisins, à l'huile et aux aromates (boîtes rondes)

FORMAT	QUALITÉS		
	Premier choix	Standard	Deuxième choix
1/6 thon huile.	»	1.020 »	977 »
1/4 thon huile.	»	1.121 »	1.074 »
1/3 thon naturel.	»	1.450 »	1.385 »
1/3 thon huile.	»	1.678 »	1.607 »
1/2 thon huile.	»	2.641 »	2.530 »

G. — Miettes de thons ou autres gros poissons voisins, à l'huile et aux aromates (boîtes rondes).

1/6 thon huile.	762 »
1/4 thon huile.	838 »
1/3 thon naturel.	1.079 »
1/3 thon huile.	1.252 »
1/2 thon huile.	1.972 »

ART. 2. — Les Gouverneurs des colonies du Groupe, l'Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, et le Commissaire de la République française au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 31 mars 1945.

P. COURNARIE.

Biens séquestrés

N° 1.145 F. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

16 avril 1945. — Sont placés sous séquestre les biens des personnes ci-après désignées :

N° D'ORDRE	NOMS, PRENOMS ET QUALITÉ DES PERSONNES	NATIONALITÉ	BIENS PLACES SOUS SEQUESTRE	ADMINISTRATEUR SÉQUESTRE
135	Héritiers résidant en Europe du ressortissant italien SERMIZONI Paolo , entrepreneur de transports, décédé à Sokodé (Togo) le 28 Mars 1945.	Présûmés italiens	Tous les biens, droits et intérêts se trouvant en A.O.F. et au Togo notamment les biens ayant fait l'objet de la déclaration reçue le 4 juillet 1943 par le chef de la subdivision de Mango (Togo) savoir : Un immeuble à usage d'habitation avec atelier et garage situés à Mango. Camion. Mobilier sommaire garnissant la maison. Bon de l'emprunt africain. Fusil de chasse. Cautionnement de rapatriement.	Administrateur, chef de subdivision de Mango (Togo)

Réglementation des prix

ARRETE N° 1294 SE. du 27 avril 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,
Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » complétant, modifiant et codifiant le régime des prix et stocks dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté n° 3215/r. du 8 septembre 1943 portant réglementation des prix, modifié par arrêtés n° 779 du 15 mars 1944, n° 2560 du 11 septembre 1944 et n° 195 du 20 janvier 1945;

Vu l'ordonnance du 27 mai 1944 attribuant force de décret à la réglementation sur le régime des prix;

Vu la lettre n° 1755 AE/S. du 21 février 1945 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le quatrième paragraphe de l'article 5 de l'arrêté du 8 septembre 1943 sur la réglementation des prix est ainsi modifié :

4° — « Commission forfaitaire d'intermédiaire et « d'achat calculée à raison de 5 % au maximum sur « les éléments des nos 1 à 3 inclus.

ART. 2. — L'arrêté du 8 septembre 1943 est complété par l'article 5 bis suivant :

« Lorsque des contingents de marchandises alloués à « l'A.O.F. et au Togo seront réalisés par une maison « de commerce, habilitée par le Gouvernement général, en vue d'être remis au Comité du commerce « extérieur ou à tout autre réceptionnaire désigné par « l'autorité compétente, le prix C.A.F. sera majoré « de 4 % au maximum pour tenir compte des frais « d'achat et intérêts.

« Cette majoration sera réglée séparément et ne « sera pas intégrée dans le calcul du prix de revient « licite devant servir à déterminer le prix de vente de la « marchandise par application du taux de marque brute.

« Elle sera couverte par la marge limitée de marque « brute telle qu'elle résulte des dispositions de l'article 7 de l'arrêté sur la réglementation des prix ».

ART. 3. — L'article 2 de l'arrêté du 15 mars 1944 concernant la réduction des taux de marque reste applicable aux marchandises importées directement par le Comité du commerce extérieur.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 27 avril 1945.

P. COUNARIE.

Articles textiles

ARRETE N° 1305 SE. du 28 avril 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes modificatifs;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant la réglementation en matière de prix et stock de tous produits et les textes qui l'ont modifiée, validée par ordonnance du 10 septembre 1943;

Vu l'arrêté 3839 SEC/6 du 5 novembre 1943 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique, rendu applicable au Togo par arrêté 631 AE. du 22 novembre 1943 du Commissaire de la République au Togo;

Vu les arrêtés n° 650 du 29 février 1944 et 990 SEC/6 du 1er avril 1944 modifiant l'arrêté 3839 SEC/6 susvisé;

Vu la lettre n° 1356/BE. en date du 10 avril 1944 du Gouverneur des colonies, administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances;

Sous réserve d'approbation en commission permanente du Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

L'arrêté 990 SE. du 1er avril 1944 est modifié comme suit :

ARTICLE PREMIER. — La vente au détail des articles textiles sera limitée chaque mois au sixième des stocks existants au premier jour du mois considéré.

Toutefois, et pour tenir compte des contingences locales, des dérogations pourront être accordées dans l'application de cette mesure par les Gouverneurs des Colonies, sauf à en rendre compte au Gouverneur général dans le plus bref délai. Ces dérogations seront également applicables aux ventes de gros et de demi-gros prévues à l'article 2 de l'arrêté susvisé.

ART. 2. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances et le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 28 avril 1945.

P. COURNARIE.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Droits de timbre et de passeport

ARRETE N° 159 ENR. du 22 mars 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 22 mai 1924 modifié par décret du 5 mai 1926 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté 669 du 31 décembre 1934 portant création d'une taxe sur les affiches;

Vu l'arrêté du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté 669 du 31 décembre 1934 portant création d'une taxe sur les affiches.

ART. 2. — Les droits de timbre fixés par les articles ci-après du Titre II de l'arrêté N° 318 du 25 juin 1941 sont portés aux tarifs suivants :

CHAPITRE II

Timbre de dimension

	francs
« Art. 243. — La feuille de grand registre	54,—
Celle de grand papier	36,—
Celle de moyen papier	27,—
Celle de petit papier	18,—
Demi-feuille de moyen papier	13,50
Et la demi-feuille de petit papier	9,—

« Art. 244. — Il n'y a point de droit de timbre supérieur à 54 francs ni inférieur à 9 francs, quelle que soit la dimension du papier.

« Art. 245. — abrogé.

CHAPITRE III

Timbre proportionnel

« Art. 259. — Est fixé à 1 fr. par 500 francs ou fraction de 500 francs le tarif du droit proportionnel de timbre applicable etc... (le reste de l'article sans changement) ».

« Art. 260. — Modifié quant au tarif : droit de timbre de 1 fr. par 2.000 frs. ou fraction de 2.000 francs ».

CHAPITRE IV

Timbres des quittances

« Art. 263. — Est fixé à :

1 fr. quand les sommes sont comprises entre 100 et 500 francs.

2 frs. quand les sommes sont comprises entre 500 et 1.000 francs.

3 frs. quand les sommes sont comprises entre 1.000 et 10.000 francs.

5 frs. quand les sommes sont comprises entre 10.000 et 50.000 francs

et, au delà, 3 francs en sus par nouvelle tranche ou fraction de tranche de 50.000 francs, le droit de timbre des titres de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, etc... (le reste de l'alinéa sans changement).

Sont frappés d'un droit de timbre-quittance uniforme de 1 fr. :

1° — les titres comportant reçu pur et simple, libération ou décharge de titre, etc... (le reste de l'article sans changement) ».

Timbre des affiches

Les dispositions de l'arrêté 669 du 31 décembre 1934 sont remplacées par les suivantes :

Pour les affiches dont la dimension ne dépasse pas :
 12 dm². 1/2 0,50
 au-dessus de 12 dm². 1/2 jusqu'à 25 dm² 1,—
 au-dessus de 25 dm². jusqu'à 50 dm² 2,—
 au-dessus de 50 dm². jusqu'à 2 m² 3,—
 au delà de cette dimension, 1 fr. en plus par mètre carré ou fraction de mètre carré.

Tarif de 12 frs. porté à 18 frs. pour affiches peintes ou panneaux réclame ».

Timbre des contrats de transport

a) Transport par route — Lettre de voiture

« Art. 276. — Le droit de timbre applicable aux lettres de voiture et à tous autres écrits ou pièces en tenant lieu est fixé à 2 francs.

b) Transport par Chemin de fer

« Art. 278. — Sont soumis à un droit de timbre de 1 franc les bulletins de bagages constatant des paiements supérieurs à 100 francs, délivrés aux voya-

geurs par les administrations des Chemins de fer et par les Compagnies de transport.

« Art. 279. — Est fixé à 2 frs. y compris le droit de la décharge donnée par les destinataires et pour chacun des transports dont le coût est supérieur à 100 francs effectués en grande ou petite vitesse, le droit de timbre des récépissés, etc... (le reste de l'article sans changement).

c) Paiement des droits de timbre sur états

« Art. 280. — (in fine). — Le taux unitaire moyen est fixé à 0,60 %.

e) Transports maritimes — Connaissements

« Art. 282. — Tout transport maritime doit être accompagné de connaissance.

Les quatre originaux prescrits par l'article 282 du code de commerce sont assujettis simultanément à la formalité du timbre. Celui des originaux qui est destiné à être remis au Capitaine est soumis à un droit de timbre de 36 francs perçu au moyen de l'apposition d'un timbre mobile; les autres originaux sont timbrés gratis mais ils ne sont revêtus que d'une estampille sans indication de prix.

Droits de 16 frs., 8 frs., et 4 frs. portés respectivement à 36 frs., 18 frs., et 9 francs.

« Art. 283. — Les connaissances venant de l'étranger sont soumises avant tout usage au Territoire à des droits de timbre équivalents à ceux établis sur les connaissances créés au Territoire.

Il est perçu sur le connaissance en la possession du capitaine un droit minimum de 18 francs représentant le timbre du connaissance ci-dessus désigné et celui du consignataire de la marchandise.

Ce droit est perçu par l'apposition de timbres mobiles. S'il est créé plus de quatre connaissances, ces connaissances supplémentaires sont soumises chacun à un droit de 9 francs.

f) Transports aériens, fluviaux ou lagunaires.

« Art. 285. — Tarif modifié : 2 francs pour frais de transport supérieur à 100 francs.

ARTICLE IV

Timbre des passeports

« Art. 285 bis. — Le prix des passeports délivrés dans le Territoire est fixé à 50 francs, (le reste de l'article sans changement).

Les droits de visa de passeports de français ou protégés français est fixé à 10 francs.

Visa de passeport étranger 100 francs si le visa est valable pour aller et retour et 20 francs s'il n'est valable que pour la sortie.

Timbre des casiers judiciaires

« Art. 285 ter nouveau. — Le bulletin N° 3 du casier judiciaire délivré à la personne qu'il concerne est soumis à un droit de timbre de 10 francs.

TABLEAU N° 4

Actes à timbrer en débet ou exemptés du droit de timbre

« 44°. — Modifié ainsi qu'il suit :

Sont également dispensés du droit de timbre de quittance :

1° — les quittances de 100 frs. et au-dessous quand il ne s'agit pas d'un acompte ou d'une quittance finale sur une plus forte somme etc... (le reste de l'article sans changement) ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mars 1945.

J. NOUTARY.

Approuvé par arrêté général N° 1153-F/4 du 17 avril 1945.

Chambre de commerce du Togo

ARRETE N° 182 APA. du 6 avril 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES, CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 481 APA. du 11 septembre 1943 complétant l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 portant réorganisation de la Chambre de commerce du Togo;

Vu l'arrêté N° 531 APA. du 5 octobre 1943 modifiant l'arrêté N° 307 du 1^{er} juin 1938 portant organisation de la Chambre de commerce du territoire du Togo;

Vu la liste des candidats présentée par la Chambre de commerce du Togo;

Sous réserve de l'approbation de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres titulaires citoyens français de la Chambre de commerce du territoire du Togo, en remplacement de M. Zèle, agent fondé de pouvoirs des Etablissements R. Eychenne et de M. Bastard, agent fondé de pouvoirs de la F.A.O., tous deux en instance de départ en congé : M.M. Eychenne, agent général des Etablissements R. Eychenne à Lomé;

Galtié, agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis, à Lomé.

ART. 2. — M. Charles, directeur de l'Unelco, à Lomé est nommé membre suppléant citoyen français de la Chambre de commerce du territoire du Togo, en remplacement de M. Capurro, agent de la Compagnie des Chargeurs Réunis en instance de départ en congé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 avril 1945.

J. NOUTARY.

Approbation notifiée par lettre-avion n° 2563 SEC/7 du Gouverneur général, Haut-Commissaire.

Maïs

ARRETE No 216 AÈ. du 28 avril 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les maisons de commerce, acheteurs de produits, revendeurs et tous commerçants détenteurs de maïs devront faire la déclaration de leur stock quelle qu'en soit l'importance dans les 24 heures, à Lomé et dans la subdivision de Lomé à l'administrateur-maire, Commandant le cercle, ailleurs aux chefs de circonscription qui adresseront ces documents au Bureau Economique accompagnés des procès-verbaux de vérification.

ART. 2. — Toute dissimulation, non déclaration ou fausse déclaration sera passible des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions et P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 28 avril 1945.

J. NOUTARY.

Tissus

ARRETE No 220 AÈ/3 du 30 avril 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes ultérieurs la complétant ou la modifiant;

Vu l'arrêté no 3839 du 5 novembre 1943 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique;

Vu l'arrêté no 508 du 15 février 1945;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de publication ou de promulgation des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dès la parution du présent arrêté, la vente des tissus « drill » blanc ou kaki n'est autorisée que contre remise de bons spéciaux délivrés par le Bureau Economique.

ART. 2. — Toute autre vente — notamment celle qui aurait lieu contre remise des tickets de la carte

européenne sera considérée comme illicite et passible des sanctions prévues par la loi du 14 mars 1942 susvisée.

ART. 3. — Dans les 24 heures qui suivront la parution du présent arrêté, les commerçants de Lomé devront adresser au Bureau Economique l'état de leur stock de drill blanc et kaki.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et tous autres lieux publics.

Lomé, le 30 avril 1945.

P. le Commissaire de la République en tournée :

Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes.

H. GAUDILLOT.

Douanes

ARRETE No 222 D. du 1^{er} mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France notamment l'article 118 de ce décret;

Vu l'arrêté No 528/p. en date du 24 septembre 1942 fixant la nomenclature des bureaux et postes de douane, leurs heures d'ouverture et de fermeture ainsi que les opérations auxquelles ils sont ouverts;

Sur la proposition du chef du service des douanes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé une brigade mobile des douanes à Palimé, chargée de procéder à la recherche et à la répression de la contrebande dans toute l'étendue du rayon douanier. Elle est placée directement sous les ordres du chef du secteur douanier du centre.

ART. 2. — Le tableau annexé à l'arrêté No 528/p. en date du 24 septembre 1942 fixant la nomenclature des bureaux et postes des douanes, leurs heures d'ouverture et de fermeture ainsi que les opérations auxquelles ils sont ouverts est complété comme suit :

NOMENCLATURE DES BUREAUX ET POSTES	HEURES D'OUVERTURE	ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES	
		IMPORTATION	EXPORTATION
Palimé	Brigade mobile de surveillance		

ART. 3. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté, applicable à compter du 1^{er} mai 1945, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mai 1945.

Pour le Gouverneur

Commissaire de la République au Togo :

Le Secrétaire Général,

chargé des affaires courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Service du contrôle des prix et stocks

ARRETE N° 231 AE. du 5 mai 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942, ensemble les textes ultérieurs la modifiant ou la complétant;

Vu l'arrêté général n° 3109 F. du 30 août 1943 réorganisant le service de contrôle des prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 369 AE. du 7 juillet 1942 créant au Togo un Service local de contrôle des prix et stocks et l'arrêté 536 AE. du 7 octobre 1943 en nommant le chef;

Vu la décision n° 644 portant création et composition de la brigade mobile du contrôle des prix et stocks;

Vu les nécessités du service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Chef du Bureau des Affaires Economiques est de droit chef de la brigade mobile de contrôle de prix et stocks.

ART. 2. — Préalablement à sa prise de service, ce fonctionnaire devra prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Une commission d'emploi lui sera délivrée par le chef du service local du contrôle des prix et stocks.

ART. 3. — Le chef du service local du contrôle des prix et stocks est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, et publié au *Journal officiel* du Territoire.

Lomé, le 5 mai 1945.

J. NOUTARY.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Tableau d'avancement — Promotions

Par décret, en date du 8 février 1945, sont promus dans le personnel du cadre général des services vétérinaires des colonies :

7^o — A la 2^e classe du grade de vétérinaire-adjoint
M.M. Brinon Jean-Maurice,
vétérinaires-adjoints de 3^e classe.

Ces promotions auront effet, tant au point de vue de l'ancienneté que de celui de la solde, à compter du 1^{er} juillet 1944.

Par arrêté du ministre des colonies en date du 23 février 1945, ont été inscrits au tableau d'avancement de l'année 1944 les fonctionnaires des cadres ci-après :

CADRE DES GÉOMÈTRES DU TOGO

Pour le grade de géomètre en chef de 2^e classe

M. Lalondrelle, géomètre principal de 1^{re} classe

Par arrêté du ministre des colonies en date du 23 février 1945, ont été promus, pour compter du 1^{er} juillet 1944, tant au point de vue de l'ancienneté que de la solde, les fonctionnaires des cadres locaux suivants :

CADRE DES GÉOMÈTRES DU TOGO

Au grade de géomètre en chef de 2^e classe

M. Lalondrelle, géomètre principal de 1^{re} classe (R.S.M. conservés : 5 ans 26 jours).

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Mutations

Par arrêtés ou décisions du Gouverneur général de l'A.O.F. des :

16 avril 1945. — Les fonctionnaires récemment arrivés à Dakar reçoivent les affectations suivantes :

M.M. Morin Charles, instituteur de 5^e classe, nouvellement agréé, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo;

Giraud Robert, instituteur de 5^e classe nouvellement agréé, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo;

Par décision du chef du service général de la Maladie de Sommeil de l'A.O.F. et du Togo en date du 12 avril 1945 :

Le médecin auxiliaire de 3^e classe stagiaire Mikem Pierre, qui vient d'effectuer un stage de spécialisation à l'école Jamot, est mis à la disposition du médecin chef du secteur spécial n° 1-2/T à Pagouda (Togo).

Les médecins chefs des secteurs 1-2/T, 7, 5, 8, 11, 13, 29, 32, 39, 41 et 64, rendront compte télégraphiquement des dates de départ et d'arrivée des infirmiers et du médecin auxiliaire mutés.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Nominations — Affectations**

Par arrêté n° 221 p. du :

30 avril 1945. — M. Degoul Jean, adjoint de 1^{re} classe des services civils des colonies, adjoint au commandant du cercle de Lomé, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, adjoint à l'administrateur-maire de Lomé.

Conformément aux dispositions de l'article 73 de l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, M. Degoul est chargé, pendant l'absence de l'administrateur-maire, de l'ordonnancement du budget communal.

Par décision n° 224 p. du :

3 mai 1945. — Le lieutenant d'administration Marc, mis à la disposition du directeur local de la santé publique au Togo, est nommé comptable gestionnaire de l'hôpital de Lomé, régisseur de la caisse d'avance pour compter du 1^{er} mai 1945, en remplacement du lieutenant d'administration Parot, rapatriable.

Par décision n° 236 p. du :

7 mai 1945. — M. Vaudiau Raymond, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, chef de la subdivision de Lama-Kara, est nommé commandant du cercle de Lomé et administrateur-maire de la commune mixte de Lomé, en remplacement de l'administrateur de 1^{re} classe des colonies André, en instance de rapatriement.

M. Dantec Xavier, adjoint principal de C.E. des S.C. des colonies, chef de la subdivision de Sokodé, est nommé chef de la subdivision de Lama-Kara, en remplacement de l'administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies Vaudiau, appelé à d'autres fonctions.

M. Appia Yves, adjoint de 2^e classe stagiaire des services civils des colonies, en service au bureau des finances à Lomé, est nommé adjoint au commandant du cercle de Sokodé.

L'exercice des pouvoirs disciplinaires est conféré à M.M. Dantec et Appia.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nominations — Affectations**

Par arrêté n° 227 p. du :

3 mai 1945. — Sont admis dans le cadre local subalterne du service de santé du Togo, en qualité d'élèves-infirmiers :

Edorh François
Gnassounou Pierre
Amoussou Salomon

Danto Ada
Alia Aurélien.

Ces agents sont mis à la disposition du chef du service de l'élevage.

Par décision n° 241 p. du :

12 mai 1945. — Le commis de 1^{re} classe des P.T.T. Bonin Calixte, en service à Palimé, est affecté à la recette principale de Lomé, en remplacement du commis principal de 2^e classe des P.T.T. Pereira Eusèbe, décédé.

Le commis hors classe des P.T.T. d'Almeida Militao, en service à Palimé, est nommé gérant du bureau des P.T.T. de cette localité, en remplacement du commis Bonin Calixte, appelé à d'autres fonctions.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 224 p. du :

3 mai 1945. — L'instituteur-adjoint de 2^e classe Bocco Eusèbe, en service à Palimé (cercle du centre), est suspendu de ses fonctions et ce, jusqu'à décision judiciaire à intervenir.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Bocco n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégage de tous accessoires de solde.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 21 avril 1945.

Retraite

Par arrêté n° 213 p. du :

26 avril 1945. — Le chef de station de 1^{re} classe du cadre local des chemins de fer du Togo, Jacobi Paul, est admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite pour compter du 1^{er} mai 1945.

Par arrêté n° 225 p. du :

3 mai 1945. — L'infirmier-major de 2^e classe Padenou Jean, en service à Nuatja (subdivision d'Atakpamé), est admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite, pour compter du 1^{er} juin 1945.

Par arrêté n° 226 p. du :

3 mai 1945. — Le premier-maître canotier Gnagblo-djo Kéko, en service à Lomé, est admis à la retraite pour compter du 1^{er} juillet 1945, pour cause d'incapacité au service.

Agents auxiliaires**Augmentation de salaire — Reclassement**

Par décision n° 219 p. du :

30 avril 1945. — Le salaire mensuel de Mlle. Piétri Léontine, sténo-dactylo en service au Cabinet du

Commissaire de la République, est porté à mille cinq cents francs (1.500 francs), exclusif de tous accessoires ou indemnités.

Mlle Piétri est chargée, cumulativement avec ses fonctions actuelles, du cours de sténographie et de dactylographie à l'Ecole Primaire Supérieure de Lomé, en remplacement du commis d'administration de 1^{re} classe Dogbé Godwin.

Elle aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue par les textes en vigueur.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mai 1945.

Par décision n° 223 p. du :

3 mai 1945. — Le dactylographe auxiliaire Apéty Blaise, en service au cabinet du Commissaire de la République, est reclassé à l'échelle 2 échelon 9, pour compter du 1^{er} mai 1945.

Il conserve à cette date, dans son emploi, une ancienneté de 10 mois.

Garde-forestier

Licenciement

Par arrêté n° 219 p. du :

29 avril 1945. — Le garde forestier stagiaire Amadou Abraham, en service à Djémégni, Nuatja (subdivision d'Atakpamé), est licencié de son emploi pour compter du 20 avril 1945, date à laquelle il a été condamné par le tribunal du 1^{er} degré d'Atakpamé à quatre ans de prison, 2.400 francs d'amende et 2.400 francs de dommages-intérêts pour abattage clandestin d'iroco.

Gardes-frontières

Nominations — Affectations

Par arrêté n° 228 p. du :

3 mai 1945. — Sont agréés dans le cadre local subalterne des douanes du Togo, en qualité de gardes-frontières stagiaires :

Messan Bertin	Dégboé Christian
Kangni Joseph	Kuakuvi Mathieu
Daté Christian	Gbikpi Etè Pierre
de Souza Emmanuel	Amah Théophile
Lawson Emmanuel	Koffi Joseph
Aboki Emmanuel	Comlanvi Faustin.
Kouwonou Hubert	

Ces agents sont mis à la disposition du chef du service des douanes.

Par décision n° 218 p. du :

29 avril 1945. — Sont affectés, pour compter du 1^{er} mai 1945 :

A la brigade mobile de Palimé

Légbagan Boko, garde-frontière de 3^e classe, en service au poste de Zolo

Possi Houédanou, garde-frontière de 5^e classe, en service à la brigade de Lomé

Agbaglo Raphaël, garde-frontière de 5^e classe, en service au poste de Ségbé

Houndjo Gaudens, garde-frontière stagiaire, en service au poste d'Aflao

Hounandjaï François, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé

Sossah Bonaventure, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé.

Au poste d'Aflao

Tétévi Tongni, caporal garde-frontière 2^e échelon, en service au poste de Badou

Adjo Nouvor, caporal garde-frontière 2^e échelon, en service au poste de Batomé

Diabaré Nabiné, caporal garde-frontière 1^{er} échelon, en service au poste de Kpadapé.

Au poste de Ségbé

Lawson Gustave, garde-frontière de 1^{re} classe, en service à la brigade de Lomé

Kouadou Gourma, garde-frontière de 3^e classe, en service au poste de Mango

Yéhouessi Eugène, garde-frontière de 5^e classe, en service au poste de Kpadapé.

Au poste de Noépé

Atayi Messan Godfroy, garde-frontière de 5^e classe, en service au poste d'Aflao

Ayité Alexandre, garde-frontière de 5^e classe, en service au poste de Klouto

Assouva Assouméto, garde-frontière journalier, en service au poste de Dapango.

Au poste de Zolo

Tagué Ganda, garde-frontière de 3^e classe, en service au poste de Klouto

Dravie Michel, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé.

Au poste de Batomé

Assi Kouakanou, garde-frontière de 5^e classe, en service à la brigade de Lomé

Ayité Paul, garde-frontière de 5^e classe, en service au poste de Mango

Kouwonou Emmanuel, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé

Comlan Kouami, garde-frontière journalier, en service au poste de Dapango.

Au poste de Klouto

Houndjo Antoine, garde-frontière de 4^e classe, en service au poste de Noépé

Dovi Afandomi, garde-frontière de 5^e classe, en service au poste de Ségbé

Koussougbo John, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé.

Au poste de Kpadapé

Vikoun Robert, garde-frontière de 3^e classe, en service à la brigade de Lomé

Dick Pierre, garde-frontière journalier, en service au poste de Badou.

Au poste de Badou

Fanou Lokossa, garde-frontière de 4^e classe, en service au poste de Batomé

Gnidoté Saossi, garde-frontière de 5^e classe, en service au poste de Zolo

Ankou Barnabas, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé.

Au poste de Bitjabé

Akouégnon Thomas, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé

Boukari Indabli, garde-frontière journalier, en service au poste de Zolo.

Au poste de Bangéli

Madjatan Yoyo, garde-frontière journalier, en service au poste de Zolo.

Au poste de Mango

Azima Yourokomagni, caporal garde-frontière 1^{er} échelon, en service au poste de Zolo

Homénou Jean, garde-frontière stagiaire, en service au poste d'Aflao

Lawson Espoir, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé

Djoré Adjé, garde-frontière journalier, en service au poste de Noépé.

Au poste de Dapango

Bruce Esaïe, garde-frontière de 4^e classe, en service au poste de Noépé

Nongbégnon Jagla, garde-frontière de 5^e classe, en service au poste de Batomé

Gnassounou Todégo, garde-frontière stagiaire, en service à la brigade de Lomé

Mama Kondo, garde-frontière journalier, en service au poste de Batomé.

DIVERS

Association

Par arrêté N° 223 APA, du :

2 mai 1945. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « La Bresilera » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Commissions

Enseignement

Par décision N° 217 F. du :

28 avril 1945. — La composition de la commission de réforme, instituée par décision N° 99/F. du 5 mars

1945 pour le personnel de l'Enseignement métropolitain, en service au Territoire, est modifiée comme suit :

M. Gaudillot, administrateur en chef des colonies, délégué du Commissaire de la République	<i>Président</i>
M.M. Le Trésorier-Payeur ou son délégué, Le Gac, médecin-colonel des troupes coloniales, membre de la commission de rapatriement, Robichon, chef du service de l'enseignement p.i., Buisson, instituteur métropolitain à Lomé, Petit, instituteur métropolitain à Atakpamé.	<i>Membres</i>

Victimes du Gouvernement de Vichy

Par décision N° 234 APA, du :

6 mai 1945. — Une commission composée de :

M. Gaudillot, administrateur en chef des colonies, secrétaire général du Togo.	<i>Président</i>
M.M. Forster, procureur de la République, Robichon, instituteur du cadre commun supérieur de l'A.O.F., chef du service de l'enseignement p.i., victime du Gouvernement de Vichy.	<i>Membres</i>

siégera à Lomé et sera chargée d'examiner les demandes d'indemnités pour dommages matériels formulées par les personnes non fonctionnaires, victimes de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français ».

Appels différés

MODIFICATIF à la décision N° 735/BM. du 9 décembre 1943.

La décision N° 735/BM. du 9 décembre 1943, est modifiée de la façon suivante :

Le lieutenant de Coquereumont de l'infanterie coloniale, est désigné comme membre de la commission régionale de contrôle des appels différés du Togo, en remplacement du lieutenant d'infanterie coloniale Boissière, qui a quitté le Territoire.

Le reste sans changement.

Cour d'assises

N° 1276 sj. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. Haut-Commissaire de la République au Togo en date du :

26 avril 1945. — M. Cadoré (Marcel), président du tribunal de 1^{re} instance de Lomé, est nommé provisoirement juge de paix à compétence étendue pour siéger à la cour d'assises du Dahomey séant à Niamey (Niger).

M. Pougeol (Louis), juge de paix à compétence étendue intérimaire, est nommé provisoirement procureur de la République près le tribunal de 1^{re} instance

de Cotonou, pour exercer conformément aux dispositions de l'article 254 du code local d'instruction criminelle les fonctions du ministère public près la cour d'assises du Dahomey siégeant à Niamey (Niger).

Ecoles du Gouvernement général

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :
14 avril 1945. — Les élèves dont les noms suivent sont admis définitivement en 1^{re} année de l'Ecole technique supérieure :

M. Assogbavi Kokou (Togo).

Entretien des malades à l'hôpital de Lomé

Par arrêté N° 229 F. du :

4 mai 1945. — L'avance renouvelable consentie au

régisseur de la caisse des menues dépenses de l'hôpital de Lomé est portée à Vingt mille (20.000) frs. pour compter du 1^{er} mai 1945.

Les justifications devront être fournies dans les formes réglementaires prévues à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

L'avance ainsi accordée est imputable au budget local exercice 1945 — chapitre XIII, article 3, paragraphe 1.

Métis

Par décision N° 229 F. du :

5 mai 1945. — Est accordée pour l'année 1945, et pour compter du 1^{er} janvier 1945, une allocation au jeune métis ci-après désigné, résidant au Togo français :

CERCLE	NOM DE L'ENFANT	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNE HABILITÉE A PRENDRE LE MONTANT DE L'ALLOCATION	RÉSIDENCE
Anécho	Kouakouvi François	13 ans	4 francs	Yabliwa Mensah	Anécho-Ville

Par application de l'article 6 de l'arrêté du 26 novembre 1934, un certificat de vie doit être joint à chaque état de paiement. Pendant la période scolaire et à partir de l'âge de 7 ans révolus, le certificat de vie sera remplacé par une attestation du directeur du centre scolaire, indiquant que l'enfant a fréquenté régulièrement une école de l'enseignement officiel ou privé.

L'allocation susvisée peut être supprimée ou réduite suivant décision spéciale si l'enfant est admis dans une école officielle où il existe un internat.

L'allocation est due pendant l'année entière, sauf pendant les journées d'absence irrégulière en période scolaire.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 26 novembre 1934 précité, les allocations accordées aux jeunes métis sont payées mensuellement sur états collectifs ou individuels comportant émargement des personnes qui ont la charge des métis ou des intéressés eux-mêmes s'ils peuvent signer.

En vertu des dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 26 novembre 1934, les bourses scolaires et les allocations aux métis ne sont pas cumulables.

Poids et mesures

Par arrêté N° 215 AE. du :

27 avril 1945. — M. Tessier, chef du service de la Traction des Chemins de Fer Togolais, est nommé pour compter de la parution du présent arrêté et pour la durée de l'absence du titulaire, vérificateur des Poids et Mesures au Togo.

Les attributions de M. Tessier seront limitées à

celles prévues à l'art. 1^{er} de l'arrêté du 15 décembre 1938.

Secours

Par décision N° 216 APA. du :

28 avril 1945. — Les secours ci-après, payables en une seule fois, sont accordés aux nommés :

1^o — Atakoura, âgé de 60 ans environ, cultivateur, demeurant à Kéméni (Subdivision de Sokodé) 900 frs.

2^o — Ouro Bossi, âgé de 58 ans environ, cultivateur, demeurant à Kéméni (Subdivision de Sokodé) 800 —

3^o — Bodé, âgé de 50 ans environ, cultivateur, demeurant à Kéméni (Subdivision de Sokodé) 800 —

La dépense est imputable au chapitre XVII, article 2, paragraphe 1, dépenses imprévues.

Par décision N° 227 F. du :

5 mai 1945. — Un secours éventuel de Mille sept cent trente sept francs (1.737 frs.) équivalant à trois mois de solde de présence du garde-frontière des douanes de 4^e classe Ameganvi Amoussouvi Barnabé, décédé à Lomé (Togo) le 19 décembre 1944, est accordé aux orphelins de ce fonctionnaire.

Le dit secours sera mandaté à M. Kpohonnou Ameganvi tuteur des enfants du défunt et père de ce dernier.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au budget local — chapitre VI, article 2, paragraphe 2 — exercice 1944.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision N° 226 AE. du :

5 mai 1945. — M. Rebaud, commis des services civils des colonies est nommé secrétaire-trésorier du fonds commun des S.I.P. pour compter du 1^{er} mai 1945, en remplacement de M. l'administrateur-adjoint Berlie.

Subventions

Par décision N° 230 F. du :

5 mai 1945. — Une subvention de soixante six mille deux cent cinquante francs (66.250 frs.) est accordée à la société indigène de prévoyance du cercle d'Anécho.

La dépense correspondante sera imputée au budget local, exercice 1945 — chapitre XV, article 4, paragraphe 2 (subventions à des établissements du Territoire).

Par décision N° 239 CFT. du :

12 mai 1945. — Une subvention de Six mille francs (6.000 frs.) payable par trimestre, est accordée à l'association coopérative du personnel du Chemin de fer et du wharf, pour compter du 1^{er} janvier 1945.

La dépense correspondante est imputable au budget annexe du Chemin de fer et du Wharf — chapitre I ter — Article 4 — Parag. 2.

COMMUNE—MIXTE DE LOMÉ**Dénomination de rues**

Par décision municipale N° 6 en date du :

15 décembre 1944. — La rue non dénommée, qui part de l'Avenue Albert Sarraut et aboutit à la Rue du Secrétariat Général et qui passe à l'Ouest de l'Ecole Européenne et de la Prison, sera dénommée Rue « Administrateur Bissagnet ».

La Rue d'Italie, située au quartier n° 6, qui part de la Rue de Bè à la Rue de la Champagne, portera désormais le nom de la Rue « Théophile Tamakloe ».

(Approuvé le 28 avril 1945 par le Commissaire de la République au Togo).

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis d'examen****Services financiers de l'A. O. F.**

L'examen prévu par l'article 4 de l'arrêté du 6 décembre 1944, permettant l'accession dans le cadre commun secondaire des services financiers de l'A.O.F., des commis des cadres locaux des colonies et des auxiliaires en service à la Direction générale des Finances et dans les autres organismes ou services financiers et comptables des colonies du groupe, aura lieu les 20 et 21 août 1945.

L'horaire de l'examen est fixé comme suit :

Lundi 20 août 1945 :

de 8 heures à 11 heures : Composition française ;

de 15 heures à 17 heures : Composition de mathématiques.

Mardi 21 août 1945 :

de 8 heures à 9 heures : Epreuve sur le régime de la solde et des déplacements ou sur la comptabilité administrative ;

de 9 h. 30 à 10 heures : Confection d'un tableau ou d'un état.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 10 juillet 1945, terme de rigueur. Les demandes adressées au Gouverneur général de l'A.O.F. sous le timbre de la Direction du Personnel et sous le couvert des Gouverneurs, chefs de territoires ou des chefs de services, devront être accompagnées, à l'exception de celles des candidats aux précédents examens des 20 et 21 décembre 1943 et des 2 et 3 octobre 1944, d'un relevé des notes et des services, d'une pièce fixant la position militaire des candidats et d'un avis motivé des supérieurs hiérarchiques des intéressés.

AVIS

Les personnes désireuses de se rendre au Maroc sont avisées qu'à l'avenir, elles devront être munies d'un certificat d'hébergement.

Nécrologie

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de la République au Togo a le regret de faire part du décès de M. PEREIRA Eusèbe, Commis Principal de 2^e cl. du cadre local des P.T.T. du Togo, survenu à Lomé le 30 Avril 1945.

Etude de Maître Raymond VIALE, avocat-défenseur à Lomé (Togo)

Avis de perte

Avis est donné de la perte de la copie du Titre Foncier numéro Soixante cinq du Cercle de Klouto, appartenant à M. MAGLOE Franz Adzogen, acheteur de produits.

Pour première insertion, conformément à l'article 99 du Décret du 24 juillet 1906.